



## CONDITIONS GENERALES DE DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION (DPVA) APPLICABLES AUX ACHATS INFÉRIEURS A 50.000 € HT.

### 1° Champ d'application –

1.1° Seuil d'application. Les présentes conditions générales d'achat (CGA) sont applicables à tous les achats inférieurs à 50.000 euros HT. Elles ne s'appliquent pas aux marchés de maîtrise d'œuvre ou nécessitant la rédaction de clauses particulières spécifiques, ni aux contrats conclus avec une centrale d'achat au sens du droit des marchés publics. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux s'applique aux marchés de travaux pour autant qu'il n'y soit pas dérogé dans le présent document. Le CCAG Fournitures et Services ne s'applique qu'en complément des présentes CGA sauf stipulation différente dans les conditions particulières de l'achat ou du marché. Les présentes conditions s'appliquent sous réserve que les conditions particulières du marché n'y dérogent pas.

1.2° Effet. La signature ou l'exécution totale ou partielle du bon de commande ou de l'acte d'engagement vaut acceptation par le titulaire de la commande ainsi que des CGA.

1.3° Valeur contractuelle. Les présentes CGA prévalent en tout état de cause sur les conditions générales de vente du titulaire en cas de contradiction. Les conditions particulières stipulées au bon ou à l'acte d'engagement prévalent sur les CGA le cas échéant. Les présentes CGA et les conditions particulières prévalent en tout état de cause sur les écrits de toute nature et autres engagements antérieurs à la conclusion du marché qui n'ont pas été formellement repris au titre desdites conditions particulières ou qui seraient contraires aux CGA.

**2° Conditions particulières** – Les conditions particulières précisent les éléments relatifs au contenu et au déroulement de la prestation, ainsi que ses modalités de réception.

### 3° Engagement des parties

3.1° Engagement de DPVA. DPVA désigne en particulier un correspondant avec lequel le prestataire est en rapport pour l'exécution de la commande.

3.2° Engagement du prestataire ou fournisseur.

a) La commande est exécutée conformément à l'offre ou au devis accepté par DPVA. Les prestations sont exécutées conformément aux règles de l'art par des personnels qualifiés ; les fournitures sont conformes aux normes applicables et aux règles en vigueur. Le titulaire ne peut opposer l'exception d'inexécution à DPVA.

b) En acceptant les présentes CGA et la commande afférente, le titulaire déclare sur l'honneur qu'il n'est pas interdit de concourir à un marché public, qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises pour exécuter le marché. Si le titulaire est en redressement judiciaire, il s'engage à remettre une copie du jugement y afférent.

3.3° Droits de propriété intellectuelle. Le logo, la signature et l'image de DPVA sont la propriété de cette dernière. Toute exploitation, reproduction, représentation ou usage quel qu'en soit la forme ou le support est interdite sans l'autorisation expresse du Président de DPVA.

Les droits de reproduction, de représentation, de traduction, d'indexation et, plus largement l'exploitation, notamment électronique, informatique ou télématique sur tous supports connus ou inconnus, actuels ou futurs, des travaux intellectuels de toute nature exécutés pour DPVA sont cédés



à titre exclusif pour tous pays et pour toutes langues ; cette cession est consentie pour avoir effet en tous lieux, pour tout le temps de la propriété de l'auteur ou de ses ayants droit ou représentants. L'auteur conserve un droit moral sur son œuvre.

3.4° Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) Conformément aux stipulations en matière de protection des données, le titulaire s'engage à être en conformité aux textes en vigueur.

3.5° Achat éco-responsable Conformément à la politique d'achat mise en place par DPVA en matière d'achats éco-responsables, le fournisseur s'engage à donner toutes informations relatives à la provenance de ces produits et à proposer en remplacement des produits classiques des produits bénéficiant d'un écolabel ou de performances équivalentes.

#### **4° Prix**

4.1° Prix des fournitures. Le prix est ferme et définitif sauf stipulation différente dans les conditions d'exécution du marché. Toutefois, les marchés d'une durée d'exécution supérieure à trois mois qui nécessitent, pour leur réalisation, le recours à une part importante de fournitures notamment de matières premières dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux, comportent une clause de révision de prix incluant une référence aux indices officiels de fixation de ces cours qui est mentionnée dans les conditions particulières du marché.

Hormis dans le cas visé précédemment, lorsque le marché est conclu pour une durée supérieure à un an, il est ajusté à la date anniversaire du marché selon le barème du titulaire en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier précédant cette date ou selon la clause de révision de prix actée dans les conditions particulières.

L'ajustement est en tout état de cause plafonné à 3 %. DPVA se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité si l'ajustement aboutit à une augmentation du prix supérieure à 3 %.

4.2° Prix des services. Le prix est ferme et définitif. Toutefois, lorsque le marché est conclu pour une durée supérieure à un an, le prix est révisé à la date anniversaire du marché selon les modalités ci-après :

$$P = P^{\circ} [0.20 + 0.80 (\text{ind1} / \text{ind0})]$$

$P$  est le prix révisé.

$P^{\circ}$  est le prix initial.

$\text{Ind1}$  est l'indice convenu applicable au mois précédant la date anniversaire du marché.

$\text{Ind0}$  est l'indice convenu applicable le mois précédant la date d'établissement du prix initial.

L'indice est choisi par DPVA selon l'objet du marché et est indiqué sur le bon ou l'acte d'engagement.

4.3° Prix des travaux. Les prix des travaux sont fermes et définitifs. Toutefois, les prix sont actualisables selon les modalités suivantes.

Le coefficient d'actualisation  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$



dans laquelle  $I_0$  et  $I_{d-3}$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence  $I$ , sous réserve que le mois d du début d'exécution du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché est soit TP 01 pour les travaux de travaux publics soit BT 01 pour les travaux de bâtiments.

Toutefois, les marchés d'une durée d'exécution supérieure à trois mois qui nécessitent, pour leur réalisation, le recours à une part importante de fournitures notamment de matières premières dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux, comportent une clause de révision de prix incluant une référence aux indices officiels de fixation de ces cours qui est mentionnée dans les conditions particulières du marché.

**5° Réception ou admission** – Pour les services et les fournitures, le service destinataire dispose de 15 jours pour faire connaître ses réserves sur l'exécution de la prestation ou la conformité de la fourniture. Ces réserves ne dispensent pas le titulaire de son engagement sur la ou les garantie(s) décrites ci-après au 6°.

5.1° Non-conformité partielle. Lorsque la prestation est incomplète ou lorsque la fourniture est partiellement non conforme, DPVA peut procéder à une réfaction du prix à hauteur du service fait. Dans ce cas, elle indique au titulaire le délai dont il dispose pour mettre la prestation ou la fourniture en conformité. A défaut de mise en conformité dans le délai imparti, les pénalités déterminées ci-après au 7.1° sont encourues de plein droit sans mise en demeure préalable et le marché peut être résilié de plein droit et sans mise demeure préalable aux frais et risques du titulaire.

5.2° Non-conformité totale. Dans le cas où la prestation ou la fourniture est jugée non conforme, ou non admissible, DPVA peut procéder à une réfaction du prix comme il est dit ci-dessus, ou résilier le marché de plein droit et sans mise demeure aux frais et risques du titulaire.

5.3° Modalités de résiliation. La décision de résiliation est provisoire. Elle est motivée et est assortie d'un préavis de 15 jours qui commence à courir à la date de notification de la décision. Pendant le préavis, le titulaire peut demander à être entendu et présenter tous les éléments pour sa défense. La décision devient définitive à l'expiration du délai.

5.4° Réception des travaux. La réception des travaux est régie par les stipulations du CCAG Travaux.

**6° Garanties** – Sous réserve de dispositions légales ou réglementaires spécifiques, les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil pour une durée d'un an et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le fournisseur le cas échéant. La durée d'un an susmentionnée est remplacée par la durée prévue aux conditions proposées par le fournisseur si celle-ci s'avère plus favorable pour DPVA. La durée d'un an ne s'applique pas aux pièces d'usure dont la durée de vie normale est inférieure à un an, notamment les ampoules, piles ou encres. Les travaux bénéficient des garanties tirées des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

## **7° Pénalités**

7.1° Pénalités de retard. Selon les stipulations du CCAG applicable aux marchés de fournitures ou de services. DPVA se réserve la faculté de ne pas infliger ou d'infliger partiellement les pénalités éventuellement dues.

7.2° Pénalités en matière de travaux. Selon les stipulations du CCAG Travaux.



7.3° Pénalités pour non-conformité de la facturation. L'établissement de factures non conformes donne lieu à l'application d'une pénalité égale à 5 % du montant TTC de la facture en cause. DPVA se réserve la faculté de ne pas infliger ou d'infliger partiellement les pénalités éventuellement dues.

7.4° Non-respect des obligations relatives aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant maximum du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités seront appliquées après mise en demeure du titulaire de régulariser sa situation dans un délai prescrit par le pouvoir adjudicateur.

**8° Facturation** – Les factures sont établies en euros après service fait. Elles sont conformes aux indications prévues par les CCAG ou par le modèle transmis par DPVA et transmises via Chorus Pro.

**9° Paiement** – DPVA règle le titulaire par mandat administratif en respectant le délai global de paiement prévu par le code de la commande publique à compter de la réception de la facture.

**10° Nantissement et cession de créances** – DPVA délivre un certificat de cessibilité à la demande du titulaire ou de ses sous-traitants.

**11° Sous-traitance** – Toute sous-traitance doit être déclarée conformément aux textes en vigueur.

**12° Calcul des délais** – Les délais sont francs.

**13° Règlement des litiges** – Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil pour mettre fin à un litige né ou à une contestation à naître.

**14° Comptable assignataire** -Monsieur le Trésorier principal de la Dracénie Provence Verdon Agglomération – 32 Boulevard de la Liberté 83300 Draguignan.

**15° Imputation budgétaire** – L'imputation budgétaire de la dépense est mentionnée au recto du bon ou de l'acte d'engagement.

**16° Résiliation -**

16.1° Résiliation pour motifs d'intérêt général DPVA peut résilier à tout moment la commande pour motifs d'intérêt général. Cette résiliation est dûment motivée. Sauf disposition contraire, le prestataire a droit à une indemnité fixée à 4% HT de la valeur de la partie résiliée augmenté du montant de la TVA selon le taux en vigueur le jour de la résiliation.

16.2° - Résiliation aux torts du prestataire. DPVA peut résilier la commande de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions de la commande. Elle motive sa décision. La résiliation s'effectue à l'issue d'un délai de préavis précisé à l'article 5.3° et ne donne lieu à aucune indemnité.